



Etablissement support du GHT
2 rue Henri Le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique

Procédure N° 2025AM06

FOURNITURE DE FRUITS ET LEGUMES FRAIS - 1ERE GAMME - POUR LES ETABLISSEMENTS PARTIES DU GHT HAUTE-BRETAGNE

Date et heure limite de réception des plis : Le 3 décembre 2025 à 12H00



Plate-forme des achats de l'Etat
www.marches-publics.gouv.fr

SOMMAIRE

CHAPITRE I - POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
Article 1 - Type - Nom et adresse du pouvoir adjudicateur	5
CHAPITRE II - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
Article 2 - Objet du marché public	5
Article 3 - Etendue de la consultation	6
3.1 - Procédure de consultation	6
3.2 - Publicité.....	6
3.3 - Type de marché public.....	6
3.4 - Allotissement	6
3.5 - Forme du marché public et des prix	6
3.6 - Etendue du marché public - quantités	7
3.7 - Durée du marché public.....	7
3.8 - Classification CPV	7
Article 4 - Conditions de la consultation	8
4.1 - Variantes.....	8
4.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	8
4.3 - Options (au sens communautaire).....	8
4.4 - Visite de site.....	8
4.5 - Délai de validité des offres.....	8
4.6 - Conditions de participation des concurrents.....	8
4.7 - Sous-traitance	8
4.8 - Modes de règlement du marché public	9
4.9 - Développement durable : clause d'exécution environnementale/ critères environnementaux	9
CHAPITRE III - MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION	9
Article 5 - Contenu du dossier de consultation.....	9
5.1 - Documents concernant l'accord-cadre	9
Article 6 - Modalités de retrait du dossier de consultation	10
Article 7 - Renseignements complémentaires – modification	10
CHAPITRE IV - CONTENU DES PLIS À CONSTITUER	10
Article 8 - Contenu de la candidature	10
Article 9 - Contenu de l'offre	11

9.1 -	Offre pour l'accord-cadre.....	11
9.2 -	Offre pour le marché subséquent n°1.....	12
Article 10 -	Conditions de remise des échantillons	12
10.1 -	Remise des échantillons.....	12
CHAPITRE V - MODALITES DE REMISE DES PLIS		12
Article 11 -	Conditions d'envoi des plis	12
11.1 -	Transmission par voie dématérialisée	12
11.2 -	Copie de sauvegarde.....	13
11.3 -	Signature du marché public.....	13
CHAPITRE VI - SELECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES		13
Article 12 -	Examen des candidatures	13
Article 13 -	Jugement et classement des offres	13
13.1 -	Offres remises pour l'accord-cadre.....	13
13.2 -	Offres remises pour le marché subséquent n°1.....	14
CHAPITRE VII - ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RESULTATS		15
Article 14 -	Information des décisions de rejet.....	15
Article 15 -	Attribution	15
CHAPITRE VIII - RECOURS		16

Préambule

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un Groupement Hospitalier de Territoire (GHT).

En application du décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire et du décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire, une convention constitutive a été signée le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier Universitaire de Rennes comme établissement support du GHT « Haute-Bretagne ».

Ce GHT est composé des établissements suivants :

- le CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES,
- le CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE,
- le CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES,
- le CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR,
- le CENTRE HOSPITALIER SIMONE VEIL (VITRE),
- le CENTRE HOSPITALIER DE LA GUERCHE DE BRETAGNE,
- le CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE,
- le CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES (JANZE)
- le CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER

Tous les établissements ci-dessus sont concernés par le présent marché public.

Ainsi, il est confié au CHU de Rennes la fonction d'assurer, pour le compte des établissements parties concernés, la passation du marché public ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, conclusion d'avenant, décision de résiliation).

Les spécificités de chaque établissement partie sont précisées dans les pièces du marché public.

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés publics relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché public couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés publics, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures, ...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme « CHU de Rennes » désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Haute-Bretagne ».

Article 1 - Type - Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le Centre Hospitalier Universitaire de RENNES (**CHU de Rennes**), Etablissement support du GHT Haute-Bretagne dont les coordonnées sont les suivantes :

Représentant du pouvoir adjudicateur :	La Directrice générale du CHU de RENNES Virginie VALENTIN
Adresse :	Rue Henri Le Guilloux 35033 RENNES CEDEX 09
Adresse du profil acheteur	http://www.marches-publics.gouv.fr

Agissant en son nom et pour son compte ainsi qu'au nom et pour le compte des établissements parties suivants qui seront en charge de l'exécution du présent marché public :

- **le CENTRE HOSPITALIER DE BROCELIANDE,**
- **le CENTRE HOSPITALIER DE FOUGERES,**
- **le CENTRE HOSPITALIER DES MARCHES DE BRETAGNE,**
- **le CENTRE HOSPITALIER SIMONE VEIL (VITRE),**
- **le CENTRE HOSPITALIER DE LA GUERCHE DE BRETAGNE,**
- **le CENTRE HOSPITALIER DE LA ROCHE AUX FEES (JANZE),**
- **le CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL REDON-CARENTOIR,**
- **Le CENTRE HOSPITALIER GUILLAUME REGNIER.**

CHAPITRE II - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC – DISPOSITIONS GENERALES

Article 2 - Objet du marché public

La présente consultation a pour objet la fourniture de fruits et légumes frais - 1ère gamme - pour les établissements parties du GHT Haute-Bretagne.

La présente consultation est lancée en vue de l'attribution :

- d'une part, de l'accord-cadre à trois titulaires maximum, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres ;
- d'autre part, du marché subséquent n°1 fondé sur cet accord-cadre, à l'un des trois titulaires de l'accord-cadre.

Les caractéristiques des prestations attendues au titre de cet accord-cadre, ainsi que ses conditions d'exécution, sont spécifiées dans le CCAP de l'accord-cadre et dans les marchés subséquents.

La nature des prestations, ainsi que les conditions techniques de leur exécution sont définies au CCTP et au Bordereau de Prix Unitaires (BPU).

3.1 - Procédure de consultation

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2, 1° et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

3.2 - Publicité

La consultation a fait l'objet d'une publication sur les supports suivants :

☒ Profil acheteur ☒ BOAMP ☒ JOUE

3.3 - Type de marché public

Marché(s) public(s) de fournitures : <input checked="" type="checkbox"/>	Marché(s) public(s) de services : <input type="checkbox"/>
<input checked="" type="checkbox"/> Achat <input type="checkbox"/> Location <input type="checkbox"/> Crédit-bail <input type="checkbox"/> Location-vente	Catégorie de service : <input type="checkbox"/>

3.4 - Allotissement

Il s'agit d'un marché public unique (pas de lot).

3.5 - Forme du marché public et des prix**3.5.1 *Forme du marché public***

Le marché public est un accord-cadre qui ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles, il donne lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R2162-7 à R2162-12 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum de 3 900 000 € HT pour toute sa durée de validité au sens de l'article R2162-4, 2° du code de la commande publique.

L'accord-cadre est multi-attributaires.

Le nombre d'opérateurs économiques retenus pour l'accord-cadre est au maximum au nombre de 3, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

Tous les semestres, le CHU de Rennes mettra en concurrence les titulaires de l'accord-cadre sur la base d'une lettre de consultation.

Les marchés subséquents conclus sur le fondement de l'accord-cadre sont des documents écrits qui précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre concerné.

Ils sont exécutés par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique, lors de la survenance du besoin des établissements parties.

Les marchés subséquents sont des accords-cadres à bons de commande sans minimum et avec un maximum pour toute leur durée de validité au sens de l'article R2162-4, 2° du code de la commande publique. Le montant maximum du marché subséquent concerné sera précisé dans les documents de ce marché.

Le marché subséquent n°1 est un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 480 000 € HT pour toute sa durée de validité au sens de l'article R2162-4, 2° du code de la commande publique.

Les marchés subséquents sont mono-attributaire.

3.5.2 *Forme des prix*

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires tels que définis au Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

Ces prix serviront de **prix plafond** pour l'établissement des prix des marchés subséquents.

Les marchés subséquents qui seront conclus sur le fondement de l'accord-cadre sont des marchés traités à prix unitaires tels que précisés au BPU du marché subséquent concerné et au catalogue du marché subséquent concerné.

3.6 - Etendue du marché public - quantités

Les fournitures pouvant être commandées au titre du présent accord-cadre sont décrites au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et au BPU de l'accord-cadre.

Les quantités estimatives pour toute la durée du marché public sont indiquées dans le Devis Quantitatif Estimatif (DQE) de l'accord-cadre. Ces quantités n'ont pas valeur contractuelle. Elles ne servent qu'à l'analyse des offres.

Les quantités estimatives du marché public subséquent n°1 sont indiquées dans le Devis Quantitatif Estimatif (DQE) du marché subséquent n°1. Ces quantités n'ont pas valeur contractuelle. Elles ne servent qu'à l'analyse des offres.

3.7 - Durée du marché public

Le marché public est conclu pour une période initiale de DEUX (2) ans à compter de sa date de notification au titulaire.

Le marché public peut ensuite être reconduit DEUX (2) fois par période successive de UN (1) an et pour une durée de validité maximale de QUATRE (4) ans.

Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU de Rennes reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas s'opposer à la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du code de la commande publique.

Par contre, le CHU de Rennes se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de trente (30) jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

La durée propre à chaque marché subséquent est fixée par celui-ci.

Le **marché subséquent n°1** est conclu pour une durée allant du 04 mars 2026 ou de sa date de notification au titulaire si celle-ci est postérieure, jusqu'au 03 septembre 2026, pour une période de livraison comprise entre le 15 mars 2026 et le 14 septembre 2026.

3.8 - Classification CPV

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>	<i>Classification secondaire</i>
15300000-1	

Article 4 - Conditions de la consultation

4.1 - Variantes

Pour l'accord-cadre et le marché subséquent n°1 :

Les variantes sont-elles autorisées :

☐ Oui

☒ Non

4.2 - Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Pour l'accord-cadre et le marché subséquent n°1 :

Des prestations supplémentaires éventuelles (PSE) sont-elles demandées :

☐ Oui

☒ Non

4.3 - Options (au sens communautaire)

Au sens du droit communautaire, les options sont les suivantes :

- Le marché public comporte des reconductions ;
- Le CHU de Rennes se réserve la possibilité de recours ultérieur à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, pour des livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial au sens de l'article R2122-4, 1° du code de la commande publique.

4.4 - Visite de site

Aucune visite de site n'est prévue.

4.5 - Délai de validité des offres

Pour l'accord-cadre et le marché subséquent n°1 :

Le délai de validité des offres est fixé à six (6) mois à compter de la date limite de réception des offres.

4.6 - Conditions de participation des concurrents

L'offre peut être présentée par un opérateur économique seul ou par un groupement d'opérateurs économiques.

Aucune forme de groupement n'est imposée par la personne publique pour la présentation de l'offre.

Toutefois, la forme souhaitée est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire du marché public est d'une forme différente, il pourra se voir obligé d'assurer sa transformation pour se conformer à ce souhait.

Les opérateurs économiques ne peuvent présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements.

Si l'attributaire désigné est un groupement entre plusieurs opérateurs économiques, le marché public sera alors signé avec le mandataire du groupement, mais tous les co-traitants devront fournir les documents administratifs exigés aux articles 8 et 15 du présent règlement, sous peine d'élimination du groupement.

4.7 - Sous-traitance

Le marché public peut faire l'objet d'une sous-traitance, telle que définie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée, dans les cas prévus à l'article L2193-3 du Code de la commande publique.

Dans le cas où la demande de sous-traitance (DC4) intervient au moment du dépôt de l'offre, l'opérateur économique fournit à l'appui de son offre une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;

d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;

e) les capacités techniques, professionnelles, économiques et financières du sous-traitant.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

4.8 - Modes de règlement du marché public

Les prestations, objet du présent marché public, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de la comptabilité publique et financées selon les modalités suivantes :

- Financement : ☒ Budget d'exploitation : recettes liées à l'activité T2A, aux mutuelles et patients, et dotation annuelle complémentaire ☐ Budget d'investissement : emprunt et autofinancement
- Paiement à 50 jours conformément à l'article R2192-11, 1° du Code de la commande publique.

4.9 - Développement durable : clause d'exécution environnementale/ critères environnementaux

Le marché public comporte une clause d'exécution environnementale définie au CCAP/CCTP : ☒ Oui ☐ Non

Le marché public comporte des critères environnementaux de sélection des offres : ☒ Oui ☐ Non

CHAPITRE III - MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Article 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation (DC) est constitué des pièces suivantes :

5.1 - Documents concernant l'accord-cadre

- Le présent règlement de la consultation (RC) et son annexe :
 - Annexe 1 : procédure de dématérialisation ;
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
 - Annexe n°1 : bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe :
 - Annexe n°1 : La liste des Comptables Assignataires ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - Annexe n°1 : calendrier de saisonnalités des fruits et légumes frais ;
 - Annexe n°2 : données logistiques par établissement ;
- Le dossier technique et le questionnaire environnemental ;
- La fiche circuit court et son annexe « circuit d'approvisionnement » pour l'accord-cadre.

5.2 Documents concernant le marché subséquent n°1

- L'acte d'engagement (AE) relatif au Marché Subséquent n°1 et son annexe :
 - Annexe n°1 : bordereau des prix unitaires (BPU) du Marché subséquent n°1 ;
- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) du marché subséquent n°1 ;
- La fiche circuit court et son annexe « circuit d'approvisionnement » pour le marché subséquent n°1.

Article 6 - **Modalités de retrait du dossier de consultation**

Le dossier de consultation peut être obtenu par téléchargement sur le site du profil acheteur suivant :
<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Toutefois, avant de procéder au téléchargement de ce dossier, les opérateurs économiques sont invités à prendre connaissance des modalités et exigences décrites en annexe 1 du présent règlement.

Article 7 - **Renseignements complémentaires – modification**

7.1.1 Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les opérateurs économiques devront faire parvenir au plus tard dix (10) jours avant la date limite de réception des plis, une demande écrite sur le site du profil acheteur suivant :
<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée sur le site du profil acheteur, à tous les opérateurs économiques ayant retiré le dossier, six (6) jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

7.1.2 Modifications de détails du dossier de consultation

Le CHU de Rennes se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la réception des plis, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les opérateurs économiques devront alors répondre sur la base du dossier modifié, sans contestation possible.

Si, pendant l'étude du dossier par les opérateurs économiques, la date limite fixée pour la remise des plis est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

CHAPITRE IV - CONTENU DES PLIS A CONSTITUER

Chaque opérateur économique devra produire un dossier complet rédigé en langue française ou accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Les offres seront exprimées en euros.

Article 8 - **Contenu de la candidature**

L'opérateur économique produit les pièces suivantes en fonction qu'il utilise soit le DUME ou non.

En cas de groupement, chaque cotraitant produira l'ensemble des documents ci-dessous.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques, économiques et financières, l'opérateur économique, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques, économiques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public.

8.1.1 DUME

Les opérateurs économiques peuvent présenter leurs candidatures avec le Document Unique de Marché Européen (DUME) disponible sur :

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Accéder au tutoriel vidéo : « Vidéo : comment répondre avec un e-Dume » : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

8.1.2 *Hors DUME*

L'opérateur économique produit :

- La lettre de candidature modèle DC1, ou équivalent ;
- La déclaration du candidat modèle DC2, ou forme libre, reprenant les mêmes éléments que ceux indiqués dans l'avis d'appel public à la concurrence ;
- Un dossier de candidature présentant :
 - le chiffre d'affaire global réalisé aux cours des trois derniers exercices et la part du chiffre d'affaire liée aux prestations objet du présent marché public au cours des 3 derniers exercices ;
 - une présentation de la société, explicitant les moyens humains et matériels justifiant l'aptitude du candidat à pouvoir répondre au marché public ;
 - La liste des principales livraisons effectuées au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
- En cas de redressement judiciaire, une copie du jugement prouvant qu'il est habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

Article 9 - Contenu de l'offre

9.1 - Offre pour l'accord-cadre

L'offre sera constituée par les pièces suivantes :

1. L'acte d'engagement accompagné d'un relevé d'identité bancaire (RIB) ou relevé d'identité postale (RIP) et son annexe :
 - a. Annexe n°1 : le bordereau des prix unitaires (BPU) **sous format Excel (.xls) obligatoirement**
2. Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) **sous format Excel (.xls) obligatoirement**
3. Un dossier technique, comportant :
 - a. une description des moyens matériels et logistiques affectés à l'exécution des prestations **du présent marché** : nombre de véhicules pour assurer les livraisons, organisation en cas d'indisponibilité d'un véhicule pour assurer la livraison dans les délais requis ;
 - b. le processus qualité du contrôle murissement et moyens de la murisserie (variétés mises en murisserie, tonnages traités par an, technologie) ;
 - c. une description des moyens humains mis en œuvre pour l'exécution des prestations **du présent marché** (nombre de télévendeurs, préparateurs et chauffeurs-livreurs affectés au GHT, nombre de salariés dédiés et leur niveau de formation) ;
 - d. une description de l'organisation mise en place pour garantir une continuité de service ;
 - e. une description du service après-vente en cas de litige, de refus de produits de la part d'un établissement, et délai de re-livraison ;
 - f. pour chaque établissement l'heure butoir maximale de commande si livraison le lendemain ;
 - g. Les fiches techniques des produits proposés, comportant les informations suivantes :
 - i. Le libellé du produit ;
 - ii. La ou les variétés ;
 - iii. La catégorie ;
 - iv. La ou les origines ;
 - v. Le grammage unitaire ou calibrage du produit ;
 - vi. Le conditionnement et le colisage par carton
 - vii. Le nom et les coordonnées du fabricant ;
 - viii. Les signes de qualités éventuels avec le certificat associé ;
 - ix. les conditions de culture détaillées en cohérence avec l'article 3.1 du CCTP ;
 - x. Le type de transport utilisé du champ jusque l'assiette ;
 - h. le nombre de jour entre :
 - Collecte du produit sur lieu de culture ;
 - Conditionnement ;

- Livraison sur point de destination. Le site CHU de Rennes est considéré pour calcul du délai comme seul point de destination ;
 - i. une description des animations proposées **pour le présent marché** en cohérence avec l'article 5.1 du CCTP ;
 - j. un modèle de reporting pour un Marché Subséquent : données chiffrées par établissement ;
 - k. une description des conditions de reprise ;
4. L'annexe « circuit d'approvisionnement » à compléter à l'aide de la fiche « circuit court », **sous format Excel (.xls) doublé d'un format PDF pour traçabilité** ;
 5. Le catalogue du soumissionnaire (produits éligibles EGALIM : labels et produits issus de l'agriculture biologique) avec un minimum de 10 références toutes saisonnalités confondues pour l'accord-cadre sous format PDF pour traçabilité ;

L'ensemble des documents concernés doivent être **complétés**.

NOTA : La signature de l'offre est possible mais pas obligatoire. Seul le (ou les) attributaire(s) est (sont) tenu(s) de la signer.

9.2 - Offre pour le marché subséquent n°1

L'offre pour le marché subséquent n°1 sera constituée par les pièces suivantes :

1. L'acte d'engagement (AE) accompagné d'un relevé d'identité bancaire (RIB) relatif au Marché Subséquent n°1 et son annexe :
 - a) Annexe n°1 : bordereau des prix unitaires (BPU) du Marché subséquent n°1 **sous format Excel (.xls) doublé d'un format PDF pour traçabilité** ;
2. Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) du Marché Subséquent n°1 **sous format Excel (.xls) doublé d'un format PDF pour traçabilité** ;
3. Le catalogue du soumissionnaire **avec les tarifs** (produits éligibles EGALIM : labels et produits issus de l'agriculture biologique) pour le Marché Subséquent n°1 **sous format PDF pour traçabilité** ;
4. L'annexe « circuit d'approvisionnement » relative au Marché Subséquent n°1, à compléter à l'aide de la fiche « circuit court », **sous format Excel (.xls) doublé d'un format PDF pour traçabilité** ;

NOTA : La signature de l'offre est possible mais pas obligatoire. Seul l'attributaire est tenu de la signer.

Article 10 - Conditions de remise des échantillons

10.1 - Remise des échantillons

Des échantillons sont exigés :

☐

oui

☒

non

CHAPITRE V - MODALITES DE REMISE DES PLIS

Article 11 - Conditions d'envoi des plis

11.1 - Transmission par voie dématérialisée

Les opérateurs économiques doivent impérativement transmettre leur pli par voie dématérialisée, sur le profil acheteur suivant :


<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les opérateurs économiques sont invités à prendre connaissance des consignes figurant en annexe 1 du présent règlement de consultation.

Les plis doivent parvenir au plus tard avant les dates et heures limite indiquée sur la première page du présent règlement de consultation.

11.2 - Copie de sauvegarde

Les opérateurs économiques peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « NE PAS OUVRIR - copie de sauvegarde » - l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'opérateur économique. Elle est transmise à l'adresse suivante :

 CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE RENNES
DIRECTION DES ACHATS
4ème étage du Bâtiment des Directions et Pôle Santé Publique.
Rue Henri le Guilloux – 35033 Rennes cedex 9

L'opérateur économique se reporte à l'annexe 1 au présent règlement de consultation pour suivre la procédure de copie de sauvegarde.

11.3 - Signature du marché public

Les opérateurs économiques sont informés que l'attribution du marché public pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché public.

CHAPITRE VI - SELECTION DES CANDIDATS ET JUGEMENT DES OFFRES

Article 12 - Examen des candidatures

En application de l'article R2144-2 du Code de la commande publique, si le CHU de Rennes constate que des pièces ou informations, dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés, de compléter leur dossier de candidature dans un délai maximum de cinq (5) jours.

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique, si le candidat ne satisfait pas aux conditions de participation, ou ne peut pas produire dans le délai imparti, les documents, compléments ou explications requis par le CHU de Rennes, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Article 13 - Jugement et classement des offres

13.1 - Offres remises pour l'accord-cadre

Le CHU de Rennes vérifie que les offres sont régulières, acceptables et appropriées.

Le CHU de Rennes élimine les offres inappropriées ou inacceptables. Il peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser des offres irrégulières dans un délai qu'il estime approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Le CHU de Rennes choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, sur la base des critères, pondérés comme suit :

Critère	Pondération du critère	Sous-critère	Pondération du sous-critère
1 Prix sur la base du DQE	50 %		
2 Qualité <i>sur la base du dossier technique et de l'annexe « circuit d'approvisionnement »</i>	35 %	a) Pertinence des conditions de culture b) Circuit d'approvisionnement (% de fruits et légumes proposés en circuits courts). c) Qualité des moyens matériels et humains affectés à l'exécution des prestations ; d) Qualité du service après-vente ; e) Qualité de l'organisation mise en place pour assurer la continuité de service;	30% 20% 20% 15% 15%
3 Qualité de maturité des produits <i>sur la base du dossier technique</i>	10%	a) Processus qualité du contrôle murissement b) Moyens de la murisserie.	50% 50%
4 Qualité Environnementale <i>sur la base du questionnaire</i>	5%		

13.2 - Offres remises pour le marché subséquent n°1

Le CHU de Rennes vérifie que les offres remises en réponse au marché subséquent n°1 sont régulières, acceptables et appropriées.

Le CHU de Rennes élimine les offres inappropriées ou inacceptables. Il peut autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser des offres irrégulières dans un délai qu'il estime approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Si une offre apparaît anormalement basse, le CHU de Rennes peut la rejeter par décision motivée, après avoir demandé par écrit les précisions qu'il juge opportun et vérifier les justifications fournies.

Le CHU de Rennes choisit l'offre économiquement la plus avantageuse, sur la base des critères, pondérés comme suit :

Critères	Pondération du critère
Prix sur la base du DQE	80 %
Circuit d'approvisionnement (% de fruits et légumes proposés en circuits courts) <i>sur la base de l'annexe « circuit d'approvisionnement » du marché subséquent</i>	20 %

Si une offre apparaît anormalement basse, le CHU de Rennes peut la rejeter par décision motivée, après avoir demandé par écrit les précisions qu'il juge opportun et vérifier les justifications fournies.

CHAPITRE VII - ATTRIBUTION ET NOTIFICATION DES RESULTATS

Article 14 - Information des décisions de rejet

Conformément à l'article R2181-1 du Code de la commande publique, le CHU de Rennes notifie sans délai à chaque candidat ou soumissionnaire concerné sa décision de rejeter sa candidature ou son offre.

Article 15 - Attribution

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que l'attributaire produise les certificats et attestations prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales.

Le délai imparti par le CHU de Rennes à l'attributaire, pour remettre ces documents sera indiqué dans le courrier envoyé à celui-ci, et ne pourra être supérieur à dix (10) jours.

L'attributaire dont l'offre est retenue en est informé par courrier ou par échange dématérialisé.

Il fournit impérativement les documents suivants :

Dans tous les cas :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D 8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale).
Le CHU de Rennes s'assurera de l'authenticité de cette attestation, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
- Pour les personnes soumises à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale prévue à [l'article L 241-1 du code des assurances](#), l'attestation d'assurance de responsabilité obligatoire prévue à [l'article L.243-2 du code des assurances](#).

Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.
- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Ces pièces doivent être fournies au CHU de Rennes tous les six mois durant l'exécution de ce marché public.

L'attributaire doit également remettre au CHU de Rennes, avant la notification du marché public et tous les six mois durant l'exécution de ce marché public, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Ces pièces seront exigées pour tout marché public d'un montant supérieur à 5 000 € HT (art. R.8222.1 du code du travail), dans le délai impératif fixé par le CHU de Rennes. A défaut, l'offre du candidat sera rejetée.

CHAPITRE VIII - RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est :

Tribunal Administratif de Rennes
3, Contour de la Motte CS44416
35044 Rennes Cedex
Téléphone : 02 23 21 28 28.
Télécopie : 02 99 63 56 84.
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat ;
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme ;
- Recours en contestation de la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.